

La crise au FN et l'entente à droite.

Article rédigé par *Guillaume de Thieulloy*, le 06 octobre 2017



source [les 4 Vérités]

Il est trop tôt, sans doute, pour savoir ce qui sortira de l'actuelle crise politique que traverse le Front national, mais les dernières péripéties ont été suffisamment importantes pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter un moment.

Florian Philippot a été mis en demeure par Marine Le Pen de choisir entre sa vice-présidence du Front national et sa présidence de l'association Les Patriotes. Refusant d'obtempérer, il s'est vu retirer toutes ses délégations et a démissionné du FN dans la foulée.

À la veille d'un congrès particulièrement important (qui devrait avoir lieu au début de l'année 2018), cette crise est significative.

À ce stade, cependant, on ne saurait prétendre qu'elle repose sur des choix idéologiques.

Pour le moment, ni Marine Le Pen ni ses lieutenants n'ont annoncé qu'ils renonçaient à la «ligne Philippot».

Seuls Florian Philippot et ses propres amis annoncent que le FN tourne le dos à la stratégie de «dédiabolisation» et surtout à la stratégie d'union des «non» au référendum constitutionnel de 2005.

Pour autant que je puisse comprendre la situation, il s'agit donc d'un conflit d'égos – évidemment compréhensible, mais non déterminant pour l'avenir du FN, des droites françaises et, surtout, de la France.

Cependant, le départ de Florian Philippot est clairement l'occasion de réfléchir à l'échec de sa stratégie.

De toute évidence, les marges de progression électorales du FN ne sont pas parmi les électeurs mélenchonistes, mais parmi ceux de la droite conservatrice.

«Accessoirement», sur le plan moral, ce ralliement trop fréquent à certaines thèses de l'extrême gauche est extrêmement problématique.

Je suis de ceux qui n'étaient pas hostiles par principe à une stratégie de «dédiabolisation», puisque, pour arriver au pouvoir, il faut évidemment ne pas prêter le flanc aux critiques les plus sommaires.

Mais, si cette dédiabolisation impliquait de reconnaître la supériorité morale de cette gauche (spécialement de la gauche communiste) qui détruit la France, et qui porte la responsabilité de dizaines de millions de morts, alors, je ne vois pas comment la soutenir.

Que va-t-il se passer désormais? Il est certainement trop tôt pour le dire, mais il devient possible d'envisager une stratégie d'union des droites.

À la condition de ne pas faire du combat pour la souveraineté de la France l'alpha et l'oméga de toute la vie politique.

Comme me disait avec humour un ami, je préférerais que mes filles n'aient pas à acheter une burqa, même si elles la payaient en francs plutôt qu'en euros!

Il est bien évident que la France doit recouvrer une partie de sa souveraineté, kidnappée par des technocrates hors-sol.

Mais il faut aussi que la France renoue avec ses racines et qu'il demeure possible d'être Français en France.

La question de l'identité n'est pas moins importante que la question de la souveraineté.

Et, même en matière de souveraineté, on ne peut pas non plus faire croire que la sortie de l'euro ou de l'UE pourrait tout résoudre par magie.

Car, si aucune réforme du pantagruélique État-providence n'est lancée, la France sera pieds et poings liés entre les mains d'intérêts financiers étrangers – qataris, chinois ou autres.

Cette «affaire Philippot» peut ainsi avoir un intérêt, pour une union des droites, dont la réalisation est indispensable au sursaut national.

Mais il faudrait aussi – et d'abord – que les partis (et pas seulement le FN) cessent d'avoir une logique de sectes et commencent à penser un peu plus à la France qu'à leur petite boutique.

Guillaume de Thieulloy